

Statement from Norma Rantisi,
Professor, Geography, Planning and Environment, Concordia University:

Bissan Eid, a Canadian citizen and a Concordia student, went to Gaza in the summer of 2016. She went to get married and to visit her grandparents, but she has been barred from leaving ever since. As a consequence, Bissan has been blocked from continuing her studies at the university, and as she is now pregnant, she is also being denied the opportunity to receive medical support and deliver her child in Canada.

As is widely known, the Gaza Strip has been subject to a land, sea and air blockade by Israel and Egypt since 2007 and the movement of people into or out of the strip is highly restricted. Residents are largely cut off from the outside world and from access to essential services such as healthcare and education. At the same time, Gaza has been subject to recurrent bombings, and this includes bombings that have occurred since the time that Bissan arrived there. This is an ordeal that no Canadian – or Palestinian – should have to endure, and yet after four months, she is denied an exit.

It is a travesty that Bissan, one of our own students, is not permitted to leave. The time to act is now, as Bissan is due to give birth in the coming month and in need of medical care. As a Canadian citizen and Concordia professor, I implore both the government and the university to intervene immediately in support of Bissan in order to secure her release and her safe passage back to Canada.

Concordia University has a responsibility to intervene on behalf of a member of its own community – a member whose freedom of movement, and indeed physical health, is being compromised because of their Palestinian nationality. The University has a stated commitment to diversity and equity. And taking action in support of students who are marginalized or threatened on the basis of their identity, is essential to realizing this commitment. For this reason, I am asking that the university respond without delay to this urgent case and that it pressures our government to do the same.

///

Déclaration de Norma Rantisi

Professeure, Department of Geography, Planning and Environment, Université Concordia : □□

Bissan Eid, citoyenne canadienne et étudiante à Concordia, a voyagé à Gaza au cours de l'été 2016. Elle s'y est rendue pour se marier et pour visiter ses grands-parents, mais elle s'est fait interdire le droit de quitter la région depuis. Conséquemment, Bissan n'a pas pu continuer ses études à l'Université, et comme elle est maintenant enceinte, elle se fait aussi interdire l'occasion de recevoir un soutien médical et d'accoucher au Canada. □□ Un blocus terrestre, aérien et maritime est imposé par l'Égypte et Israël à la bande de Gaza depuis 2007, et les mouvements des personnes entrant et sortant de la zone sont extrêmement limités. Les

résidents sont généralement isolés du monde externe et ne reçoivent pas d'accès à des services aussi essentiels que les soins de santé et l'éducation. Conjointement, Gaza se fait bombarder régulièrement, ce qui inclut des bombardements ayant eu lieu depuis l'arrivée de Bissan. C'est une épreuve à laquelle n'importe quel.le canadien.ne – ou palestinien.ne – ne devrait jamais avoir à se confronter, mais après quatre mois, elle se fait encore refuser le droit de quitter.

Il s'agit d'une injustice grave que Bissan, une de nos étudiant.es, ne soit pas permise de sortir du pays. Il faut agir immédiatement, car la date d'accouchement de Bissan approche à grands pas, et elle nécessite des services médicaux. En tant que citoyenne canadienne et professeure à Concordia, j'implore le gouvernement et l'Université d'intervenir immédiatement pour soutenir Bissan afin d'assurer sa remise en liberté et son retour en sécurité au Canada. □□L'Université Concordia a une responsabilité d'intervenir au nom d'un membre de sa communauté – un membre dont la liberté de mouvement et la santé physique sont compromises à cause de sa nationalité palestinienne. L'Université a déclaré un engagement à la diversité et à l'équité. Agir pour soutenir les étudiants marginalisés ou menacés en raison de leur identité est essentiel à la concrétisation de cet engagement. Pour cette raison, je demande que l'Université réponde sans délais à ce cas urgent, et qu'elle exerce de la pression sur notre gouvernement pour qu'il fasse de même.